

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 23/004/2007 (Public)
Bulletin n° : 040
ÉFAI
27 février 2007

Colombie. Amnesty International se réjouit des progrès des investigations sur le massacre perpétré en 2005 à San José de Apartadó

Amnesty International a appris avec satisfaction que la *Fiscalía General de la Nación* (organe de l'État qui déclenche la procédure pénale, mène l'enquête et prononce l'inculpation) avait ouvert une enquête contre 69 soldats de l'armée colombienne pour leur implication présumée dans le meurtre, le 21 février 2005, de huit membres de la « communauté de paix » de San José de Apartadó. Le responsable de la communauté, Luis Eduardo Guerra, figurait au nombre des victimes, de même que trois enfants, respectivement âgés de onze ans, six ans et dix-huit mois.

Selon les informations dont dispose Amnesty International, les militaires faisant l'objet de cette procédure appartiennent à la compagnie Alacrán du bataillon antiguerrilla n° 33 de la 17^e brigade de l'armée colombienne. Le massacre se serait produit dans le cadre d'une vaste opération menée par l'armée dans la région de San José de Apartadó.

Plus de 160 membres de la communauté de paix ont été tués ou ont été victimes de disparition forcée au cours des dix années écoulées. Les auteurs de ces agissements étant restés impunis, Amnesty International estime que l'ouverture d'une enquête pénale contre des militaires soupçonnés d'avoir participé au massacre peut constituer une avancée décisive pour les victimes qui cherchent à obtenir réparation – au moins pour certaines d'entre elles.

Comme la communauté de la paix l'a demandé à plusieurs reprises, le gouvernement colombien doit créer les conditions nécessaires à la tenue d'une enquête pénale exhaustive et impartiale sur le massacre et sur les autres homicides et disparitions forcées dont les membres de la communauté ont été victimes. Les autorités doivent notamment mettre en place des mesures de protection à destination, entre autres, des témoins et des magistrats du parquet, afin qu'ils puissent déposer et exercer leurs fonctions sans craintes de représailles.

Informations générales

Plus de 160 membres de la communauté de paix ont été tués depuis 1997 à San José de Apartadó, dans la municipalité d'Apartadó (département d'Antioquia). La communauté a été fondée en mars 1997 par des habitants qui tentaient de faire valoir leur droit de rester en dehors du conflit. Les forces de sécurité comme les groupes de guérilla ont alors accusé les membres de la communauté de collaborer avec leurs ennemis, et se sont livrés à de graves atteintes aux droits humains contre les civils. La grande majorité des homicides ont été perpétrés par les forces de sécurité et les paramilitaires soutenus par l'armée, le reste étant imputable aux guérilleros des *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie).